

Mai 2026



Prévention et lutte contre les abus de marché

Un cadre à renforcer face à des risques
en mutation





Selon le rapport ESMA d'octobre 2025, 377 sanctions MAR ont été prononcées pour 45,5 M€, sur l'année précédente, soit 2,5 fois le niveau de 2020. L'AMF a fait de la surveillance des abus de marché l'une de ses **priorités explicites pour 2026** et les **sanctions** récentes des autorités européennes **sont en nette augmentation**.

Pendant ce temps, les formes d'abus deviennent de plus en plus sophistiquées : algorithmisation des stratégies, explosion des canaux de communication non tracés, émergence de nouveaux usages non anticipés par la réglementation actuelle.

Face à cette réalité, les dispositifs de surveillance en place dans la plupart des institutions financières accusent un **retard structurel** : conçus pour un environnement moins complexe, ils génèrent trop de **faux positifs**, couvrent mal les nouveaux canaux, et peinent à s'adapter à la vitesse d'évolution des schémas d'abus.

Ailancy vous propose un état des lieux de ces évolutions, un diagnostic des limites actuelles, et un **cadre d'action concret pour en faire un avantage compétitif**.

Sommaire

- 1 ▶ L'intensification de la pression des régulateurs et des sanctions
- 2 ▶ Un enjeu international : cadres réglementaires et sanctions hors Europe
- 3 ▶ Une évolution des abus liée à la digitalisation, aux changements d'usage et à la complexification des opérations
- 4 ▶ Les limites des dispositifs actuels de gestion des risques
- 5 ▶ Surveillance des abus de marché : structurer, outiller, performer
- 6 ▶ Nos recommandations pour un dispositif efficient
- 7 ▶ Ailancy Advisory mène une veille sur les solutions de détection des abus de marché
- 8 ▶ Comment Ailancy peut vous accompagner dans la transformation de votre dispositif

L'intensification de la pression des régulateurs et des sanctions

Un cadre réglementaire mature...



Les régulateurs font évoluer leurs pratiques vers un **contrôle plus proactif, systématique et technologique**.

- Coopération renforcée entre autorités nationales et européennes
- Durcissement des sanctions en cas d'abus de marché
- Surveillance accrue des communications électroniques
- Contrôle renforcé des algorithmes de trading

Les dispositifs Abus de marché font encore partie des **priorités de supervision de l'AMF en 2026** qui portera une attention particulière à la qualité des alertes remontées ainsi qu'à leur temps de traitement

... dont la supervision se durcit et se modernise...



...avec des sanctions témoignant d'une pression croissante

Rapport de l'ESMA 2025 sur l'année 2024

Nombre de sanctions	Montant	Typologie de sanctions
377 (dans 24 états membres)	45,5 M€ (vs 17.8 M€ en 2020)	~70% d'amendes administratives

En **janvier 2026**, l'**AMF** a sanctionné un PSI à hauteur de **850 000 €** pour l'**absence de dispositif automatisé de détection des abus de marché**.

En **2024**, la **BaFin** a infligé la plus forte amende individuelle en Europe (12,75 M€) pour non-respect des règles de trading algorithmique.

Un enjeu international : cadres réglementaires et sanctions hors Europe



Un renforcement marqué et multi-agences aux Etats-Unis

Triple renforcement coordonné SEC / CFTC / DOJ. Criminalisation du spoofing depuis le Dodd-Frank Act (2010). Tolérance zéro avec recours aux lois anti-racket (RICO).

JP Morgan – 348 M\$ (mars 2024)

Défaillances de surveillance

La Fed et l'OCC ont sanctionné JP Morgan pour ne pas avoir surveillé des milliards d'instances de trading sur au moins 30 plateformes mondiales entre 2014 et 2023. La banque a dû soumettre son programme de surveillance à un audit indépendant et ne peut plus ajouter de nouvelles venues de trading sans autorisation.

BNP Paribas – 110 M\$ (août 2023)

Communications off-channel

SEC (35 M\$) + CFTC (75 M\$) pour utilisation de WhatsApp et messageries non approuvées. S'inscrit dans une vague de sanctions dépassant 2 Md\$ au total depuis 2021.

JP Morgan – 920 M\$ (sept 2020)

Spoofing algorithmique

15 traders impliqués, 8 ans de manipulation sur le marché des métaux précieux et obligations du Trésor US. Plus grande amende jamais imposée pour spoofing.



Asie-Pacifique: un durcissement des règles mais une zone fragmentée

En Chine une politique stricte et des sanctions croissantes

x 2

En 2024, l'autorité de régulation chinoise (CSRC) a significativement intensifié ses actions en matière de discipline de marché. Au total, 739 cas d'infractions boursières ont été traités, donnant lieu à 15,3 milliards de yuans de sanctions (environ 2,1 milliards de dollars), soit plus du double du niveau observé en 2023. Cette évolution traduit une volonté accrue de renforcer l'intégrité et la transparence des marchés financiers.

Les actions de supervision se concentrent principalement sur :

- les émissions frauduleuses
- les irrégularités comptables et fraudes financières
- les pratiques de manipulation de marché
- les manquements aux obligations de transparence (disclosure)

Dans le reste de la zone APAC une forte hétérogénéité:

- Aucun cadre cohérent type MAR avec une diversité de régimes applicables.
- Chaque juridiction (Singapour, Hong Kong, Japon, Corée, Australie) applique ses propres règles de surveillance et de sanction
- Crypto-actifs et marchés prédictifs souvent hors périmètre localement

Une évolution des abus liée à la digitalisation, aux changements d'usage et à la complexification des opérations



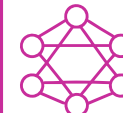
Un marché qui a changé de forme

- **Multiplication des modes d'exécution et nouveaux acteurs:** bourses, fintechs, brokers alternatifs. Le cadre institutionnel sécurisé de la salle des marchés traditionnelle n'est plus l'unique canal de négociation / exécution.
- Les algorithmes ont évolué de simples moteurs à règles vers des **systèmes exploitant des volumes de données massifs** et des comportements de plus en plus **opaques**.
- **L'IA générative** peut optimiser des stratégies de trading reflétées par des comportements émergents qui **échappent aux cadres de surveillance existants**.



Des communications transformées par l'émergence de nouveaux usages

- **Explosion des plateformes d'échange** (messageries, mobile, visio, chats spécialisés)
- **Risques concrets** : fuite d'information, communications non tracées, disparition de preuves en cas d'enquête
- Un angle mort majeur face aux exigences **MiFID II** : toute communication susceptible de donner lieu à une transaction doit être enregistrée



Des abus qui prennent de nouvelles formes

	IMPACTS
Spoofting algorithmique	➤ Élevé
Insider dealing via données alt.	➤ Élevé
Pump & dump via réseaux sociaux	➤ Moyen+
Ciblage marchés peu liquides	➔ Moyen
Marchés prédictifs (Polymarket)	➤ Émergent



Focus



Polymarket & marchés prédictifs — angle mort réglementaire Polymarket, Kalshi... permettent des abus croisés : insider dealing entre marchés prédictifs et financiers, manipulation informationnelle via positions massives. Hors périmètre MAR/MiFID II — non couvert par les dispositifs actuels.



Les acteurs crypto ne sont plus hors-jeu réglementaire : MiCA - échéance au 1er juillet 2026. Les PSAN français doivent obtenir leur agrément CASP avant le 1er juillet 2026 ou cesser leur activité. MiCA impose un dispositif anti-abus (détection, STOR, information privilégiée).

Les limites des dispositifs actuels de gestion des risques

Les dispositifs de surveillance actuels, conçus pour un environnement moins digitalisé et moins volumétrique, sont peu évolutifs, coûteux à maintenir et montrent leurs limites pour couvrir les risques. **La majorité des audits AMF aboutissent ainsi à des recommandations, avec des cas d'abus non détectés par les contrôles internes.**

Des dispositifs dépassés par les évolutions du marché

■ Une explosion des volumes et une complexité croissante

La multiplication des flux (transactions et communications en temps réel) accroît la complexité de la surveillance, tandis que **l'évolution rapide des schémas abusifs rend les règles statiques rapidement obsolètes.**

■ Une dépendance persistante à l'humain

La nécessité de maintenir une analyse humaine limite l'automatisation, qui **reste partielle et difficilement extensible.**

■ Une donnée fragmentée et de qualité hétérogène

Des **données dispersées** (trading vs communications) et de **qualité insuffisante**, pénalisant directement l'efficacité de détection.

Des limites opérationnelles structurantes

■ Une surveillance fragmentée et peu efficiente

- ❑ Des dispositifs encore largement centrés sur les transactions, générant un volume élevé de faux positifs.
- ❑ Une couverture encore incomplète des nouveaux canaux de communication (WhatsApp, Telegram...).
- ❑ Des systèmes cloisonnés par classe d'actifs et une organisation en silos (trading, communications, compliance), limitant la vision globale.

■ Zones de couverture insuffisantes

Les dispositifs **peinent à appréhender certains périmètres clés**, notamment les modes d'exécution alternatifs, les algorithmes complexes et les canaux de communication non traditionnels.

Des tensions organisationnelles sous-estimées

■ Des tensions organisationnelles sous-estimées

Des rôles et responsabilités non clairement définis ni actionnés entre les différentes fonctions et métiers (Conformité, front office, IT/data...), qui freinent la coordination, complexifient les dispositifs et nuisent à l'efficacité globale de la surveillance.



■ Une dépendance critique à la qualité des données

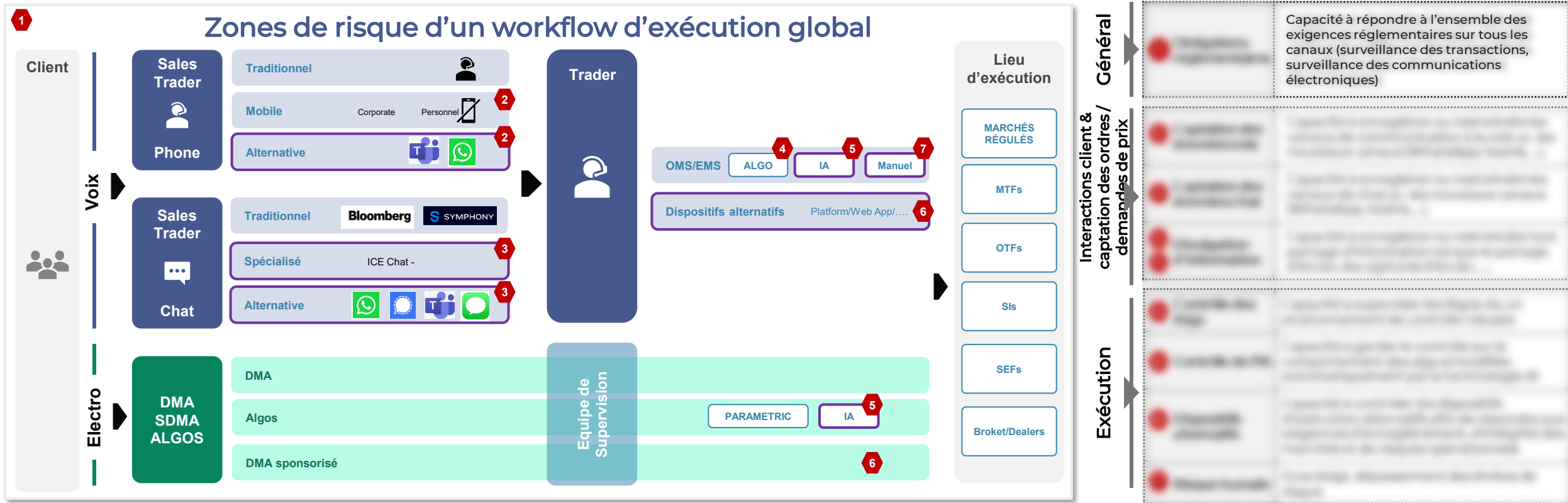
L'efficacité des dispositifs repose fortement sur la **fiabilité des données** (données de marché, référentiels instruments, identifiants clients/traders...)

Les lacunes récurrentes en matière de qualité dégradent directement la capacité de détection des abus, mettant en exergue la donnée comme socle critique de la surveillance.

Surveillance des abus de marché : structurer, outiller, performer

Un cadre d'action concret pour détecter, traiter et prévenir les abus de marché

 Zone de risque
 Evolution de dispositif



Un dispositif de surveillance des abus de marché efficace doit être spécifique afin de couvrir les risques, les usages et la population de l'entité assujettie, le 'one size fits all' n'existe pas



Les solutions de surveillance des transactions ne sont pas en mesure de couvrir tous les actifs sous-jacents et n'offrent pas de couverture cross marchés, cross lieux d'exécution



Les dispositifs de surveillance des communications électronique doivent s'appuyer sur de la donnée et notamment des listes de termes clés pertinente



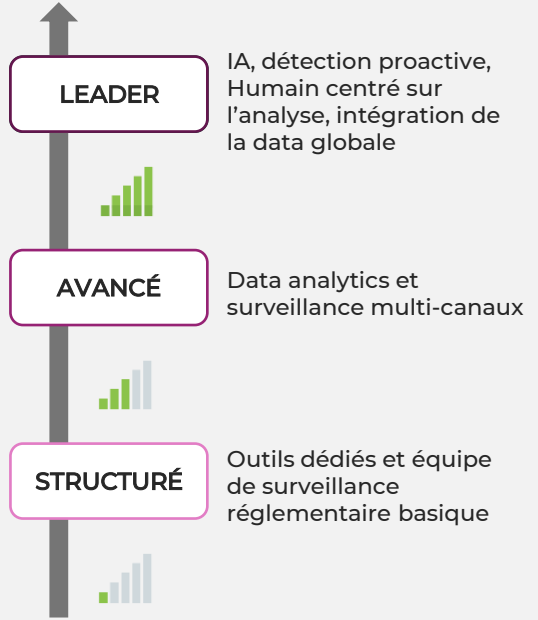
Les populations exposées doivent être clairement identifiées et suivies afin de mettre en place une surveillance appropriée et couvrir par là même les autres piliers de l'intégrité des marchés (transactions personnelles, conflits d'intérêt, ...)

Nos recommandations pour un dispositif efficient

Les dispositifs actuels atteignent leurs limites face aux évolutions récentes
 Les acteurs performants **combinent data, technologie et organisation** pour détecter et prévenir efficacement.

Levier	Objectif	Recommandations
Gouvernance et cadre de conformité	Assurer un dispositif clair, piloté et responsabilisé	<ul style="list-style-type: none"> Clarifier les rôles et les responsabilités des parties prenantes (AS, IT, etc.) Mettre en place un comité de direction dédié Intégrer la surveillance dans le processus de conformité Assurer un cadre de conformité robuste et évolutif
Data et capacités de surveillance	Fiabiliser la détection et réduire les angles morts	<ul style="list-style-type: none"> Assurer la qualité des données collectées et traitées (intégrité, exhaustivité, actualité) Mettre en place une vision globale et centralisée des données Intégrer les données de sources multiples Assurer la sécurité des données
Outils et modèles de détection	Améliorer l'efficacité opérationnelle et la pertinence des alertes	<ul style="list-style-type: none"> Tester les scénarios de détection avec un échantillon des actifs et responsabilités des parties prenantes Mettre en place un monitoring des performances des modèles Intégrer progressivement des modèles Mettre en place un monitoring des performances des modèles
Organisation et efficacité opérationnelle	Fluidifier le traitement des alertes et renforcer la réactivité	<ul style="list-style-type: none"> Structurer une chaîne de traitement des alertes (de la détection à l'analyse, à l'escalade) Mettre en place un processus de traitement Mettre en place des playbooks d'intervention Automatiser les tâches répétitives (escalade, reporting)
Pilotage par les risques	Prioriser les efforts et optimiser les ressources	<ul style="list-style-type: none"> Identifier les scénarios de risque les plus critiques Mettre en place un processus de priorisation des risques Mettre en place un processus de priorisation des ressources Mettre en place un processus de priorisation des ressources

Benchmark de maturité



« Les acteurs les plus avancés considèrent cette surveillance comme **un outil clé de protection, de renforcement de la confiance des investisseurs** et de valorisation des capacités data ».

Comment Ailancy peut vous accompagner dans la transformation de votre dispositif de surveillance des abus de marché?



Évolutions réglementaires

- › Veille réglementaire (MAR, guidelines ESMA, doctrines AMF/ACPR) et analyse d'impacts
- › Diagnostic de conformité des dispositifs de surveillance (gouvernance, cartographie des risques, contrôles, couverture)
- › Revue des obligations : détection, déclaration (STOR), conservation des données
- › Cartographie des risques et accompagnement à la mise en conformité (gap analysis, roadmap, remédiation)



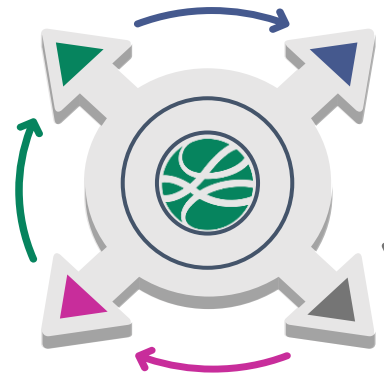
Data, outils et technologies de surveillance

- › Audit des outils de surveillance existants (scénarios, couverture, performance)
- › Optimisation des scénarios de détection (réduction des faux positifs)
- › Intégration des communications électroniques (emails, chats, voix)
- › Mise en place de solutions avancées : data analytics, IA, surveillance cross-asset
- › Assistance RFI / RFP pour le choix d'un nouvel outil de détection d'abus de marché et accompagnement au déploiement opérationnel



Transformation & culture de conformité

- › Sensibilisation et formation des équipes métier et Conformité
- › Développement d'une culture de détection et de prévention
- › Mise en place d'indicateurs de performance (KPI/KRI)
- › Conduite du changement et accompagnement à l'adoption des nouveaux outils



Stratégie de surveillance, gouvernance & efficacité opérationnelle

- › Définition du target operating model de surveillance (produits, clients, marchés, canaux)
- › Optimisation de la chaîne de traitement des alertes (L1 / L2 / escalade), case management et guide opérationnel d'investigation des alertes
- › Mise en place de processus d'amélioration continue (back-testing, KPI/KRI) pour assurer la pérennité du dispositif
- › Optimisation des ressources et des modèles opérationnels (centralisation, mutualisation)
- › Benchmark des pratiques de marché



JE M'ABONNE

En 15 ans, Ailancy est devenu un acteur de référence du conseil en transformation, organisation et management dédié aux Services Financiers. En tant que leader déterminé à repenser les codes du secteur, le cabinet entretient depuis sa création une veille constante sur l'actualité et conduit des travaux de prospective de l'évolution du secteur Banque, Finance et Assurance en y associant des consultants, des doctorants chercheurs, des experts et professionnels du secteur.

À travers des études, des notes de convictions, des newsletters, des tables rondes, des clubs, des webinaires et des conférences, Ailancy décrypte les grandes transformations qu'elles soient sociétales, technologiques ou réglementaires.

À travers ses événements, publications et interventions, Ailancy s'engage dans les transformations structurelles de l'industrie financière

Au-delà des travaux de recherche par secteur d'activité (Banque, Finance et Assurance), trois tribus étudient transversalement des transformations majeures :

La finance durable

- Comment assurer la transition vers une économie bas carbone ?
- Comment intégrer des critères ESG dans les décisions d'investissement ?
- Comment lutter efficacement contre le risque de greenwashing ?
- Comment promouvoir une transparence accrue pour encourager des pratiques financières responsables et durables ?
- Comment intégrer les exigences de la finance durable dans l'organisation et accompagner les clients dans leurs transitions ?

Les IA Génératives

- Quels sont les grands enjeux des IA génératives dans les services financiers ?
- Comment mettre en place une organisation favorisant l'adoption de cette nouvelle rupture technologique aussi bien côté IT que métier ?
- Comment acculturer les équipes aux enjeux des Gen AI ?
- Comment protéger les données sensibles, garantir la transparence et l'explicabilité des décisions automatisées ?
- Quel encadrement des usages des IA dans les services financiers ?
- Quelle est la place de l'humain et des IA ?

L'Open Finance

- Post-DSP2, où en sommes-nous de l'open banking, des modèles BaaS (Bank as a Service) et BaaP (Bank as a Platform) ?
- Quelle différence entre l'Open Banking et l'Open Finance ?
- Quelles sont les menaces et opportunités offertes par FiDA (Framework for Financial Data Access) et cette nouvelle économie de la donnée ?
- Faut-il et comment collaborer avec les fintechs ?
- Comment gérer l'interopérabilité entre les systèmes via les APIs ?

Vos contacts



➤ **Guillaume LOUVET**
Associé
guillaume.louvet@ailancy.com
+33 6 89 50 51 24



➤ **Arnaud PASCAL**
Directeur Associé
arnaud.pascal@ailancy.com
+33 6 32 46 22 94



➤ **Louis-Marie SINNO**
Senior Manager
Louis-marie.sinno@ailancy.com
+33 07 84 80 58 28



➤ **Léopold COURTIAL**
Consultant senior
leopold.courtial@ailancy.com
+33 6 02 24 34 79



➤ **Ismail BENSALMIA**
Consultant Confirmé
Ismail.bensalmia@ailancy.com
+33 7 73 47 19 79



32 rue de Ponthieu
75008 Paris
ailancyadvisory.com

UNE FILIALE DE  Ailancy Group